

En vert... et contre eux-mêmes

Les ténors de l'écologie girondine divergent sur la question du traité budgétaire européen.



Noël Mamère et Monique de Marco (à gauche) sont contre le traité budgétaire, contrairement à Gérard Chausset et Marie Bové (à droite), qui l'approuvent, avec des réserves. (Photos archives sud ouest)

Le vote du conseil fédéral d'Europe Écologie les Verts à une large majorité contre la ratification du traité européen n'a pas installé une crise dans le seul gouvernement. Elle pourrait semer aussi la zizanie chez les écologistes eux-mêmes dans un avenir plus ou moins proche. Les positions des ténors bordelais révèlent en effet de véritables divergences.

En faveur du non, on ne sera pas surpris de trouver Noël Mamère. « À partir du moment où le traité Merkozy n'a pas bougé, il est cohérent de ne pas le voter », justifie-t-il. Le député-maire de Bègles cite aussi le cas du ministre délégué socialiste Benoît Hamon : « Il n'y a pas que les écolos qui sont opposés au traité. D'ailleurs, j'en ai marre qu'on nous considère toujours comme des intrus. Une majorité, ce n'est pas une caserne. Nous avons aussi des propositions à faire valoir en matière européenne, en particulier l'harmonisation fiscale. »

Sa voisine de Talence, Monique de Marco, vice-présidente du Conseil régional, est elle aussi opposée au traité « alors que j'avais voté oui en 2005 », précise-t-elle. Après s'être plongée dans le texte dont elle a eu « du mal à saisir les subtilités car il est très complexe », elle a fini par se rendre à l'évidence du non. La démission du gouvernement n'est pour elle en rien obligatoire : « Au Conseil régional, nous nous sommes aussi opposés aux socialistes sur des grands dossiers comme la LGV », rappelle-t-elle. Reste à savoir si le rapprochement est pertinent.

Au rebours de ces positions, Gérard Chausset, vice-président de la CUB, explique pourquoi il est partisan du oui : « Pour moi, il y a autant de raison de voter pour ou contre le traité car il est loin d'être sans inconvénient. On a choisi le "non mais" alors que j'aurais préféré le "oui mais". À mon sens, on ne peut pas construire l'Europe sans tenir compte de l'avis des autres peuples. Si on n'intègre pas la culture du compromis, ça ne marche pas. De plus, quand on appartient à une majorité, il y a des devoirs de solidarité à respecter. Cette histoire nous renvoie à notre difficulté à participer aux exécutifs. C'est un problème culturel de notre parti. On avait franchi une étape et on a du mal à l'assumer. Au fond, on en est revenu au point où on était avant la conclusion de l'accord avec le PS pour les législatives. »

Ligne Maginot idéologique

Comme son père José, Marie Bové, membre du secrétariat national, déplore le vote du conseil fédéral, en développant un autre angle : « Certains comme Jean-Vincent Placé estiment qu'en faisant le choix du non, EELV bénéficie d'une visibilité à court terme sur la scène politique. Il y a un pacte de non agression avec les mouvements souverainistes, dans l'espoir de construire une autre Europe. Mais à jouer ce jeu-là, je suis convaincue que le Front de gauche va nous ratiboiser aux élections européennes en 2014. »

Pour Marie Bové, le traité est une bonne option « parce qu'il permet d'avancer dans la voie d'une union budgétaire et fiscale favorable à une transition écologique à l'échelle européenne. Vouloir dresser une ligne Maginot idéologique en faisant croire que la France peut s'en sortir seule, c'est un contresens. Et on se doit de ne pas abandonner François Hollande face à la droite européenne ». D'où, selon elle, une « erreur tactique » de son parti. Reste le cas du leader bordelais Pierre Hurmic. Il se dit « partagé sur le sujet » mais aussi critique envers son parti : « L'affaire a été mal négociée. Plutôt qu'imposer un oukase au gouvernement, il aurait mieux valu discuter en amont. Je n'ai pas vu de ministre engagé en ce sens. » Pierre Hurmic déplore aussi le départ de Daniel Cohn-Bendit « qui a beaucoup contribué à notre résultat aux dernières européennes. » Mais il reste sceptique sur les conséquences d'un vote favorable au traité : « On nous dit toujours de voter oui pour que l'Europe avance, et je l'ai fait à tous les référendums. Mais à un moment donné, il faut arrêter. » Ce qui tendrait à prouver qu'il penche aussi pour le non...